



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Unité Départementale Meurthe-et-Moselle / Meuse**

**Arrêté préfectoral complémentaire de mise à jour de la situation administrative de la
société VICAT à Xeulley**

n° 2023/0758

AIOT : 0006200725

LE PRÉFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, livre V, titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles L. 513-1, R. 513-1, R. 181-45;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n°2010-369 du 13 avril 2010 qui a modifié la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement dans le secteur notamment du traitement des déchets, le décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et le décret 2014-996 du 02/09/2014 qui a fixé notamment le fait que le classement ICPE ne concerne désormais que les sources radioactives non scellées ;

VU la lettre préfectorale du 25 juillet 2014 actant les rubriques dites IED ;

VU l'arrêté préfectoral 2006/206 du 21 avril 2006 modifié autorisant la société VICAT à poursuivre l'exploitation de la cimenterie située à Xeulley ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire 2008/275 du 05 décembre 2008 actant la cessation d'activité quant à l'utilisation de transformateur contenant des PCB ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire 2009/233 du 08 juillet 2009 portant prescriptions complémentaires pour l'exploitation par la société VICAT de la détention et de l'utilisation de sources radioactives scellées ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire 2009-287 du 08 février 2010 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire 2010/255 du 04 octobre 2010 portant prescriptions complémentaires pour le dépôt d'oxygène liquide ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire 2012/211 du 05 avril 2012 portant prescriptions complémentaires pour le stockage de lignite broyé et séché ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire 2017-0097 du 13 septembre 2018 autorisant la société VICAT à implanter deux silos plats d'entreposage de bois-déchets sur son site de Xeuilley ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire 2019-0683 du 25 mars 2021 portant prescriptions complémentaires notamment en ce qui concerne le périmètre ICPE de l'établissement VICAT à Xeuilley ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire 2021/1110 du 04 janvier 2022 portant prescriptions complémentaires pour l'exploitation par la société VICAT d'un réchauffeur industriel (unité d'activation) pour produire des biens matériels (argiles activées) modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire 2023-0265 du 12 juin 2023 ;

VU les déclarations des droits acquis de la société VICAT à Xeuilley au titre de l'article L. 513-1 du code de l'environnement, consécutivement aux décrets susvisés modifiant la nomenclature, transmises par transmission préfectorale du 15 avril 2011 et du 23 mai 2016 complétées en dernier lieu par courriel du 07/07/2023;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, référencé SAF/IP/1263_2023 du 30 août 2023;

Vu les observations de la société VICAT sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire en date du 5 septembre 2023 et l'analyse de ces observations par l'inspection des installations classées du 7 septembre 2023 ;

CONSIDERANT que les décrets n°2010-369 du 13 avril 2010 , n° 2014-285 du 3 mars 2014 et n°2014-996 du 02/09/2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement;

CONSIDERANT que conformément aux dispositions des articles L. 513-1 et R. 513-1, les installations régulièrement autorisées doivent faire une déclaration au préfet visant à bénéficier des droits acquis en cas de modification de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDERANT que la société VICAT à Xeuilley a transmis cette déclaration dans les formes et délais prévus par le code de l'environnement et qu'il est nécessaire de mettre à jour le tableau des rubriques ICPE de cet exploitant ;

CONSIDERANT qu'un avis du Conseil Départemental de l'Environnement des Risques Sanitaires et Technologiques n'est pas requis dans la mesure où les conditions d'exploitation ne sont pas modifiées conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Article 1^{er} : Champ et portée du présent arrêté

La société VICAT, dont le siège social est situé 4 rue Aristide Bergès – 38 080 L'Isle D'Abeau, est autorisée à poursuivre l'exploitation de la cimenterie, située sur le territoire de la commune de XEUILLEY sous réserve du strict respect des prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation 2006/206 du 21 avril 2006 et les arrêtés préfectoraux subséquents ainsi que celles du présent arrêté.

Article 2 : Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral complémentaire 2009/233 sont abrogées.

Article 3 : Consistance des installations autorisées et situation de l'établissement

L'article 1 de l'arrêté préfectoral 2006/206 du 21 avril 2006 modifié est remplacé comme suit :

Article 3.1: Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Libellé de la rubrique	Activité exercée (nature et capacité)	Régime ⁽¹⁾
3310.1.a	Production de ciment, de chaux et d'oxyde de magnésium : 1. Production de clinker (ciment) : a) Dans des fours rotatifs avec une capacité de production supérieure à 500 tonnes par jour	Fabrication de clinker dans 1 four rotatif grille LEPOL voie semi-sèche de capacité maximale de 2 000 t/j	A
3520.a	Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de co-incinération des déchets a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux avec une capacité de : - 19 tonnes/heure dans le four LEPOL et, - 2,9 tonnes/heure dans l'unité d'activation (réchauffeur industriel dénommé ARGILOR) La capacité de traitement totale est de 21,9 tonnes/heure (capacité de traitement annuelle est de 99 076 tonnes)	A
3520.b	Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de co-incinération des déchets : b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour	Installations d'incinération des déchets ou des installations de co-incinération des déchets avec une capacité journalière de traitement thermique au plus égale à 380 t/j dans le four LEPOL La capacité de traitement annuel : 119 000 t/an.	A
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	- Broyeur cru : 13,96 MW - Broyeur charbon : 2,6 MW - Chaudière atelier : 0,1 MW - Four LEPOL : 87 MW - Unité d'activation (réchauffeur industriel) : 12,3 MW La puissance thermique totale est de 115,9 MW	A
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.	<ul style="list-style-type: none"> • volume de stockage des sciures imprégnées (déchets dangereux solides) et farines animales : 4 silos de 200 m³. Les 4 silos pourraient être occupés par des déchets dangereux, soit une capacité de 800 m³ (640 t), • volume de stockage des déchets dangereux liquides énergétiques, peu ou pas énergétiques : <ul style="list-style-type: none"> - 250 m³ de G3000 (cuve « Xeuilley ») soit 225 t ; - 90 m³ de G3000 (cuve « P1 ») soit 81 t ; - 45 m³ de G3000 (cuve « P2⁽²⁾ ») soit 40 t ; 	A

Rubrique	Libellé de la rubrique	Activité exercée (nature et capacité)	Régime ⁽¹⁾
		<p>- 150 m³ (G2000) soit 150 t ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • volume de stockage des COMBSU (combustibles liquides de substitution) : 230 m³ (207 t), • volume de stockage des déchets huileux et graisses : 1 020 m³ + 99 m³ (900 t). • VALMAT (déchets valorisés comme matière dans le process : sables phénol + terres excavées + cendres): 1045 m³ (1672 t) <p>La capacité maximale retenue pour cette rubrique est de 3915 tonnes de déchets dangereux.</p>	
3510	Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à des activités de mélange (au niveau des stockages).	<p>- 380 T/j pour élimination thermique - 720 t/j pour valorisation matière (VALMAT)</p> <p>La capacité maximale retenue pour cette rubrique est au plus égale à 1 100 t/jour</p>	A
3532	<p>Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - traitement biologique - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération - traitement du laitier et des cendres - traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants 	<p>Description : valorisation matière (VALMAT), four, ajout et ciment (laitiers, cendres, terres, sables, gypse...)</p> <p>La capacité maximale retenue pour cette rubrique est au plus égale à 3 336 tonnes /j</p>	A
2520	Fabrication de ciments, chaux, plâtres La capacité de production étant supérieure à 5 t/j	Capacité maximale de production de clinker retenue de 2 000 tonnes par jour	A
2770	Installation de traitement thermique de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2792 et 2793 et des installations de combustion consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la	Installations, de co-incinération de déchets dangereux, utilisées dans le cadre uniquement de la fabrication de ciment	A

Rubrique	Libellé de la rubrique	Activité exercée (nature et capacité)	Régime ⁽¹⁾
	rubrique 2910		
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2971 et des installations consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910	Installations, de co-incinération de déchets non dangereux, utilisées dans le cadre de : -la fabrication de ciment, -la fabrication d'argiles activées (réchauffeur industriel Argilor)	A
2790	Installation de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795	Installations de mélange de déchets dangereux à des matières à des fins de valorisation matière dans la préparation du cru ou en substituant de matière d'ajout	A
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971 La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j ;	Installations de mélange à base de déchets non dangereux utilisés en valorisation matière dans la préparation du cru ou en substituant de matière d'ajout La quantité de déchets traités étant de 3 336 tonnes /j	A
2515.1.a	1. Installations de broyage, concassage, criblage, (...), en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW	La puissance totale de l'ensemble des machines utilisées dans le cadre de : - la fabrication de ciment [concasseur des matières extraites des carrières, broyeur à cru, unité de granulation de la matière crue, broyeur de combustibles solides (charbon/coke), unité de criblage des DIS, concasseur à marteaux de clinker, broyeur à clinker, ensachage] - la fabrication d'argiles activées [concasseur] est de 17 MW	E
1434.2	<i>Installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C, fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435) soumis à autorisation</i>	Unité de chargement / déchargement de FOD et des déchets liquides suivants dont le point d'éclair est compris entre 60° C et 93° C : - COMBSU (combustibles liquides de substitution) Déchets huileux - Déchets huileux (H5000)	A
1532	Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531, et	Stockage d'un volume 600 m ³ de palettes	NC

Rubrique	Libellé de la rubrique	Activité exercée (nature et capacité)	Régime ⁽¹⁾
	<i>non susceptibles de dégager des poussières inflammables . Le volume susceptible d'être stocké étant : inférieur à 1 000 m³</i>		
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : inférieur à 500 m ³ au total	Gazole non-routier (GNR) : 450 m ³ (pour locomotive et engins usine)	NC
4801.1	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 500 t	<ul style="list-style-type: none"> - Stockage extérieur de charbon et coke de pétrole d'une capacité de 500 tonnes, - 1 trémie (unité de réception) de charbon et coke de pétrole: 40 tonnes - 1 silo de lignite : 500 tonnes - 2 trémies (stockage de charbon et coke de pétrole) de 400 tonnes chacune, - 2 silos (sortie de l'unité de broyage) pour le stockage de charbon ou coke de pétrole ou lignite broyé (finement divisé) de 30 tonnes chacune - 1 trémie de stockage de charbon, coke de pétrole ou de lignite (Argilor) broyé (finement divisé) : 18 tonnes <p>Quantité susceptible d'être présente 1918 tonnes. Quantité susceptible d'être présente 1918 tonnes.</p>	A
4725	Oxygène La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 200 t.	2 cuves de 27 m ³ : 47,4 t	D
4734.1	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution (...) Stockage enterré	1 cuve enterrée de GNR de 50 m ³ (42,5 tonnes) pour alimenter la locomotive et les engins du site	NC
4734.2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution (...)	Trois cuves de fioul léger FOD :	NC

Rubrique	Libellé de la rubrique	Activité exercée (nature et capacité)	Régime ⁽¹⁾
	stockage aérien	-une cuve de 50 m ³ pour alimenter le four de la cimenterie et le groupe électrogène -une cuve de 0,5 m ³ en série avec la précédente pour alimenter le groupe électrogène -une cuve de 3 m ³ pour le chauffage de l'atelier mécanique soit une quantité totale de 45,06 tonnes (53 m³ en stockage aérien)	
4719	Acétylène (numéro CAS 74-86-2). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 250 kg: Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 t.	0,176 t	NC
4718	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène) La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant inférieure à 6 t Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 (à l'exclusion des stations de compression connexes aux canalisations de transport) : 50 t.	Une cuve de gaz propane de 2,3 m ³ équipée de soupapes de surpression soit 2 t	NC

⁽¹⁾ :
 A = Autorisation
 E = Enregistrement
 DC = Déclaration avec contrôle périodique
 D = Déclaration
 NC = Non Classé

⁽²⁾ : la cuve « P2 » d'une capacité unitaire de 90 m³ est équipée d'une sonde de mesurage en continu du volume avec asservissement de la pompe de remplissage pour garantir que le volume de G3000 classé H330 (Toxicité aiguë – catégorie 2) au titre du règlement CLP (règlement (CE) n°1272/2008 modifié) stocké n'excède pas 45 m³ soit 40 tonnes ;

Article 3.2 : Statut SEVESO

L'établissement ne relève pas du statut SEVESO par dépassement direct et par la règle de cumul en application de l'article R. 511-11 du code de l'environnement.

L'exploitant devra pouvoir justifier le respect de cette disposition en tout temps.

Article 3.3 : Organisation de l'ensemble des installations classées et connexes à l'établissement

Les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les installations situées dans l'établissement, non classées, mais connexes à des installations classées, sont soumises aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2006/206 du 21 avril 2006 et les arrêtés préfectoraux subséquents ainsi que celles du présent arrêté.

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes est organisé ainsi :

♦ En carrière et sortie de carrière :

- des stockages en tas à l'air libre de calcaires (bruts et concassés), marnocalcaires, silicocalcaires, silices, bauxites, laitiers et cendres, humides ;
- une unité de nettoyage des roues des engins à moteur sortant de la carrière ;
- un concasseur à marnocalcaires ;
- des stockages sous hangar de concassés (marnocalcaires) ;
- deux trémies sous bardage de stockage et une petite trémie en secours (calcaires, marnocalcaires, laitiers ou cendres humides) non dépoussiérées ;
- un silo de stockage de 100 tonnes dépoussiéré par filtres à manches (chaux, gypse, anhydrite ou catalyseurs à base d'alumine, sable) ;
- des unités de réception et transfert de matières premières et déchets valorisés comme matières auxiliaires du procédé (VALMAT) alimentant le broyeur à cru, le four ou le broyeur à ciment comprenant ;
- un stockage en silos dépoussiérés par filtres à manches de sables de fonderie contenant des liants de synthèse ayant une teneur en phénols lixiviables supérieure ou égale à 5 mg/kg de sable sec ;
- des stockages en tas à l'air libre ou en silos dépoussiérés par filtres à manches de sables à moins de 5 mg de phénols lixiviables par kg de sables secs, bauxites, gypses, incuits et concrétions du four, balayures de l'usine, réfractaires et déchets pour valorisation matière ;
- des ensembles dépoussiérés (trémie de réception, transporteurs, extracteurs, doseurs) disposés à l'abri des intempéries.

♦ Dans l'enceinte de l'usine :

- un broyeur à cru (matière crue ou farine, laitier, filler calcaire et produits routiers) avec filtre à manches et foyer de séchage ;
- un silo de 360 tonnes pour le stockage du cru broyé (transition du broyeur à cru) et un silo de 30 tonnes (additif PRV), dépoussiérés avec le broyeur à cru ;
- un silo de 300 m³ (poussières de dépoussiérage du four), dépoussiéré par filtre à manches ;
- quatre silos de stockage et homogénéisation de matière crue de capacité unitaire de 2 000 tonnes dépoussiérés par filtres à manches ;
- quatre silos à produits routiers de 2 X 900 tonnes et 2 X 1 200 tonnes dépoussiérés par filtres à manches ;
- une unité de chargement des produits routiers vrac véhicules routiers-wagons ;
- une unité de granulation de la matière crue (4 assiettes) avec filtres à manches ;
- une unité de fabrication du clinker comportant une grille de séchage et de décarbonatation, un four rotatif LEPOL avec filtre électrostatique et un foyer de cuisson, un refroidisseur à trois grilles avec récupération de la chaleur produite par le clinker et concasseur à marteaux et filtre à manches ;
- un stockage en tas sous hangar de clinker ;
- six silos (argiles activées, clinker, gypse, laitier, cendres volantes de centrales thermiques, calcaire, poussières de dépoussiérage du four) dépoussiérés par filtres à manches ;
- un broyeur (clinker, ciment, ajouts) avec filtres à manches ;
- un refroidisseur à ciment comportant un cylindre métallique vertical entouré d'une toile hermétique, un circuit fermé d'eau refroidi par un circuit fermé d'eau glycolée, lui-même refroidi par 4 aérothermes secs ;
- un quai d'expédition comprenant 7 silos de stockage (3 x 6 000 t - 4 x 1 500 t) dépoussiérés par filtres à manches, une unité d'ensachage (sacs et big bags) avec filtres à manches, une unité de

- chargement vrac véhicules routiers - wagons, l'ensemble étant interconnecté par un ensemble de transporteurs, bandes, aéroglossières, élévateurs, extracteurs, pompes de reprise, doseurs ;
- une citerne de stockage de FOD en cuvette de rétention de 100 m³ de capacité utile ;
 - une citerne calorifugée de stockage de fuel léger ou lourd ou déchets huileux et graisses installée dans une cuvette de rétention de capacité utile au moins égale ;
 - des unités de lavage après chargement des véhicules routiers et wagons ;
 - une installation de stockage, remplissage et distribution de GNR destinée aux engins de manutention et locotracteurs ;
 - des compresseurs d'air ;
 - des substances radioactives sous formes scellées ;
 - un dépôt d'oxygène liquide comprenant une masse d'oxygène de 47,4 tonnes, 4 vaporisateurs, des canalisations de transfert en inox et une unité de contrôle de l'injection d'oxygène en tuyère ;
- une unité de réception, de broyage et de transfert de charbon ou de coke de pétrole comprenant :
- un stock de secours à l'air libre,
 - une unité de réception (trémie) et de transfert,
 - un stockage composé de deux trémies, dépoussiérées par filtres à manches, avec leur système d'alimentation et d'extraction (doseurs, transporteurs, élévateurs dépoussiérés par filtres à manches),
 - un broyeur à billes avec foyer de séchage alimenté au fuel lourd ou léger, F.O.D. (ne servant qu'au démarrage simultané du four et du broyeur),
 - à la sortie du broyeur, un stockage dans trois silos, avec système de dosage, du charbon ou coke de pétrole broyé ou lignite ;
 - un transfert pneumatique du charbon ou coke de pétrole pulvérisé vers la tuyère du four ;
 - un transfert pneumatique du charbon ou coke de pétrole pulvérisé vers le foyer de séchage du broyeur à cru ;
 - un transfert pneumatique du charbon ou coke de pétrole pulvérisé vers le silo de stockage pour l'unité d'activation (ARGILOR) .
- une unité de réception et de stockage de lignite broyé et séché comprenant :
- une installation de dépotage pneumatique,
 - un silo de stockage d'une capacité de 1 000 m³,
 - une installation de transfert pneumatique de la matière vers les trois silos du système de dosage de l'alimentation du four, du foyer du broyeur à cru et de l'unité d'activation (ARGILOR).
- une unité de réception et de transfert de farines animales, sciures imprégnées, sciures de bois et de mousses de polyuréthane classée non dangereux (non souillées par des substances/mélanges dangereux et sans présence de retardateurs de flamme bromés) comprenant :
- une unité de réception (trémie) et de transfert,
 - une unité de criblage et d'émottage,
 - un stockage en silo (4 silos) dépoussiérés par filtre à manches, avec leurs systèmes d'alimentation et d'extraction (doseurs, transporteurs, élévateurs...),
 - un transfert pneumatique vers les tuyères du four.
- des unités de réception, préparation et transfert de Déchets Non Dangereux (DND) et Déchets Dangereux (DD) comprenant :
- des stockages en silos dépoussiérés par filtres à manches et à plat en rétentions couvertes,
 - des stockages de sciures de bois dans deux « toploader », de capacité unitaire de 227 m³,
 - des transferts au four (sortie de la grille de décarbonatation [précalcination] et tuyère.

Quand l'exploitant voudra mettre en service, en vue de la réception de déchets autorisés, des nouvelles unités de réception / incinération spécifiques, il devra en informer au préalable le Préfet. L'information sera accompagnée de tous les éléments d'appréciation nécessaires. Il pourra, en tant que de besoin, être imposé des prescriptions complémentaires afférentes ; notamment, un éloignement par rapport aux dépôts existants sera exigé, sauf mesures compensatoires. Il pourra en outre être demandé l'utilisation de matériels ADF (ATEX), la mise à la terre, l'équipement de trappes d'explosion, l'inertage par CO₂, la mesure en continu de la température des déchets et une protection particulière contre la foudre de ces unités.

- une unité de réception et de transfert (unité d'essais et farines animales) comprenant :
 - un silo de stockage dépoussiérés par filtre à manches,
 - un transfert pneumatique vers les tuyères du four.
- une unité de réception et de transfert de déchets énergétiques et de déchets peu ou pas énergétiques comprenant :
 - un réservoir de 250 m³ (G3000 « Xeuilley ») de capacité installé dans une cuvette de rétention de 375 m³ de capacité utile,
 - un réservoir de 90 m³ (G3000 – cuve P1) dans une cuvette de rétention de 375 m³ de capacité utile,
 - un second réservoir de 90 m³ (G3000 – cuve P2 – mention de danger H330 catégorie 2) disposant d'une sonde de mesurage de volume permettant de ne pas excéder un volume de remplissage de 45 m³ (soit 40 t),
 - un réservoir de 150 m³ (G2000) de capacité unitaire installé dans une cuvette de rétention qui lui est propre de 250 m³ de capacité utile,
 - un circuit de transfert par pompes vers les points d'injection au four (sortie de la grille de décarbonatation [précalcination] et tuyère.
- une unité de réception et de transfert de COMBSU comprenant :
 - un réservoir de 230 m³ non réchauffé installé dans la cuvette de rétention de la citerne de 1 020 m³,
 - un circuit de transfert par pompes vers les points d'injection au four (sortie de la grille de décarbonatation [précalcination] et tuyère.
- une unité de réception et de transfert de déchets huileux et graisses comprenant :
 - le réservoir de 1 020 m³ de capacité visé ci-avant, réchauffé électriquement, ce réservoir pouvant aussi contenir du fuel léger ou lourd,
 - un circuit de transfert par pompes vers les points d'injection au four (sortie de la grille de décarbonatation [précalcination] et tuyère),
 - un réservoir de 99 m³ de capacité unitaire installé dans une cuvette de rétention qui lui est propre de 100 m³ de capacité utile.

Article 3.3 : Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, sections et parcelles suivantes :

Communes	Sections	Parcelles
Xeuilley	AA	0001, 0002, 0004, 0006 à 0010
	AB	0001, 0007 à 0012
	OE	0053 (pour partie), 0054 (pour partie), 0055, 0056, 0057 (pour partie), 0058 (pour partie), 0059, 0060, 0061 (pour partie), 0066 (pour partie), 0067 (pour partie), 0068 à 0083, 0084, 0085 (pour partie), 0086 (pour partie), 0087 (pour partie)
Pierreville	OB	0001, 0111 (pour partie), 0112 à 0114, 0115 (pour partie), 0116 à 0119
	OC	0001, 0002

Les installations citées à l'article ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement accompagné du tableau détaillant ces parcelles annexées au présent arrêté.

Article 4 : Équipement des réservoirs dédiés aux déchets dangereux liquides et de combustion des combustibles liquides

L'article IV.4.3 de l'arrêté préfectoral 2006/206 du 21 avril 2006 modifié est remplacé comme suit :

« Le matériel d'équipement des réservoirs devra être conçu et monté de telle sorte qu'il ne risque pas d'être soumis à des tensions anormales en cas de dilatation, tassement du sol, etc.....

Les réservoirs devront être équipés d'un dispositif permettant de connaître à tout moment le volume du produit contenu. Le réservoir dédié au stockage du déchet liquide G3000 classé H330 (Toxicité aiguë – catégorie 2) est muni d'un dispositif de mesure permettant en tout temps de ne pas excéder une quantité de 40 tonnes (45 m³) de ce déchet.

Le dispositif retenu ne devra pas par sa construction ou son utilisation produire une déformation ou une perforation de la paroi des réservoirs.

Il appartiendra au préposé responsable ou au tiers qu'il a délégué à cet effet, de contrôler avant chaque remplissage des réservoirs que ceux-ci sont capables de recevoir la quantité de produit à livrer sans risque de débordement.

En dehors des opérations de jaugeage, l'orifice permettant un jaugeage direct devra être fermé par un tampon hermétique.

Le jaugeage sera interdit pendant l'approvisionnement des réservoirs.

Le remplissage des réservoirs sera effectué par sa partie supérieure avec dispositif antisiphonnage.

En dehors des opérations d'approvisionnement, l'orifice de chacune des canalisations d'alimentation du réservoir devra être fermé par une vanne doublée d'un obturateur étanche.

Il devra exister un dispositif d'arrêt d'écoulement vers les appareils d'utilisation, manœuvrable manuellement, indépendamment de tout asservissement.

Article 5 : Infractions aux dispositions de l'arrêté – Autres réglementations applicables

Le préfet pourra mettre en œuvre la procédure prévue à l'article L.171-8 I du code de l'environnement indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment des arrêtés de prescriptions présents et à venir.

Article 6 : Droit des tiers

Le présent arrêté est prononcé sous réserve du droit des tiers, afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents toute demande en indemnité en raison des dommages qu'ils prétendent leur être occasionnés par l'établissement.

L'établissement demeurera soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'exécution de toutes les mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner, dans l'intérêt de la salubrité publique, conformément à l'article L.512-7-5 du code de l'environnement.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 7 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 38 - 54036 Nancy Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du Ministère de l'écologie dans un délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 9 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le maire de Xeuilley, l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié :

– à la société VICAT ;

et dont copie sera adressée :

– au maire de la commune de Xeuilley

Nancy, le
Le Préfet,

31 AOÛT 2023

Pour le préfet
et par délégation
le secrétaire général


Julien LE COFF





15 route de Pierreville
54990 XEUILLEY
Tél. 03 83 47 16 16
Fax. 03 83 47 33 30



Tél. 03 83 47 16 16
Fax. 03 83 47 33 30

DEPARTEMENT DE LA MEURTHE ET MOSELLE
COMMUNES DE PIERREVILLE ET DE XEUILLEY
CIMETIERE DE XEUILLEY

PLAN D'ETAT DES LIEUX
DU 25 NOVEMBRE 2019

LEGENDE

 BÂTIMENTS EXISTANTS	 VOIES EXISTANTES	 CORPUSCULES EXISTANTS
 MURS EXISTANTS	 CLÔTURES EXISTANTES	 VÉGÉTATION EXISTANTE
 ARBRES EXISTANTS	 ALLÉES EXISTANTES	 LIGNES EXISTANTES
 STRUCTURES EXISTANTES	 UTILITÉS EXISTANTES	 CARACTÉRISTIQUES EXISTANTES

ÉCHELLE: 1/1250
Dessiné le: 04.11.2020

G.P.S. Système: Pseudorange, L-band 1
Système: Antennette, NAD 83